

■ TOUJOURS PAS DE RECONNAISSANCE POUR LES TRAVAILLEURS !

(0044)

BRANCHE Chimie

Les représentants patronaux de France Chimie rabâchent l'attractivité de notre branche. Ces mêmes représentants patronaux prônent la sécurité et la sûreté des installations. A ce sujet, après plus de deux ans de "pseudo-négociations", qui ressemblaient plus à un monologue social qu'à des négociations, les émissaires du capitalisme ont imposé un texte si appauvri qu'une seule Organisation Syndicale a trouvé l'intérêt d'apposer sa signature. **LES 3 AUTRES ORGANISATIONS SYNDICALES, DONT LA FNIC-CGT, ONT QUANT À ELLES DÉNONCÉ CET ACCORD.**

Dans le même temps, les accidents du travail, tout comme les accidents industriels ont continué; pour preuve, un nouvel accident industriel chez YARA à Ambès (33) la semaine dernière. Si 14 salariés ont été blessés, deux l'ont été gravement. L'industriel parle quant à lui d'une

simple fuite, rapidement maîtrisée... Nouvelle démonstration que les dirigeants ne font jamais d'eux-mêmes. Il faut, au contraire, qu'ils soient contraints de faire par le fruit du rapport de force. Et même lorsqu'ils sont théoriquement contraints, ils cherchent en permanence le moyen de se soustraire à leurs obligations ou d'échapper à leurs responsabilités, y compris en les transférant vers la sous-traitance ou les salariés, eux-mêmes.

La reconnaissance des salariés dans leurs emplois au travers des classifications est un paramètre incontestable dans l'attractivité d'une branche. Mais sans surprise, les représentants patronaux font preuve de schizophrénie assumée. En effet, comment considérer que l'embauche d'un salarié à un coefficient qui doit se voir appliqué un complément de salaire pour atteindre le SMIC ait quoi que ce soit d'attractif ?

■ Voici donc, résumées dans un tableau, les propositions patronales ainsi que LES REVENDICATIONS FNIC-CGT :

| NIVEAU DE FORMATION | Coefficient France Chimie | Rémunération France Chimie | Coefficient-FNIC-CGT | Rémunération FNIC-CGT |
|------------------------------|---------------------------|----------------------------|-------------------------------|------------------------|
| CAP/BEP | 150 puis 160 après 3 mois | 1787,00€ puis 1806,13€ | 180 puis 200 après 3 ans Max. | 2533,00€ puis 2747,00€ |
| Bac Technique / Bac Pro. | 175 puis 190 après 1 an | 1834,83€ puis 1863,53€ | 225 puis 250 après 3 ans Max. | 3013,00€ puis 3280,00€ |
| Bac + mention complémentaire | Aucune Proposition | Aucune Proposition | 205 puis 225 après 2 ans Max. | 2800,00€ puis 3013,00€ |
| BAC + 2 | 225 puis 250 après 2 ans | 1930,50€ puis 2145,00€ | 280 puis 310 après 4 ans Max. | 3600,00€ puis 3920,00€ |
| BAC+3 | 235 puis 250 après 1 an | 2016,30€ puis 2145,00€ | 310 puis 350 après 4 ans Max. | 3920,00€ puis 4347,00€ |
| BAC + 4 | Aucune Proposition | Aucune Proposition | 350 puis 400 après 1 an Max. | 4347,00€ puis 4880,00€ |

Les représentants de l'impérialisme considèrent leur vision suffisamment attractive pour attirer de nouveaux salariés dans la branche. Dans une logique de recherche toujours plus accrue de profits, le tassement des salaires ainsi que l'écrasement des qualifications sont des outils utilisés par le patronat dans toutes les branches/professions. Sans oublier le maintien volontaire d'une armée de réserve (les privés d'emplois) qui complète l'arsenal du capitalisme pour mettre en concurrence les salariés.

En marge de l'ordre du jour de la réunion paritaire, les représentants patronaux ont fait une brève présentation de l'impact du conflit en Ukraine.

L'enjeu commercial direct reste limité en Russie (1,5 Milliard € d'export). Les effets sont plus significatifs sur l'aval de l'industrie chimique avec le recul de certains marchés clients comme l'automobile et le bâtiment. Ce secteur a du mal à répercuter les hausses de prix. A cela s'ajoute la menace d'arrêts de productions liés à l'augmentation du prix du gaz.

Sans surprise, les représentants patronaux prônent la baisse de température des foyers particuliers afin de préserver l'utilisation industrielle du gaz. Mais ne nous y trompons pas, cette politique n'est pas dictée par une quelconque prise de conscience de l'urgence climatique. Elle vise à pérenniser les profits et les dividendes

au détriment de la nécessité de se chauffer, ce qu'elle appelle confort...

Pour la FNIC-CGT, il ne faut pas oublier que nombre de personnes n'auront pas à se poser la question au moment de tourner le thermostat. Nombreux sont celles et ceux qui ont déjà été contraints de renoncer à se chauffer car ils n'en ont pas les moyens financiers.

Mais cette donnée de l'équation laisse les oligarques français dans l'indifférence la plus totale. Ils sont déjà en train de mettre en avant la menace du chômage partiel pour contraindre les travailleurs à de nouveaux reculs sociaux.

Pour la FNIC-CGT, il est urgent d'imposer un autre choix de société.

L'action du 31 mars

n'est pas une fin en soi,

elle doit être amplifiée

pour imposer nos revendications.